



SUPPRESSION DES CONTRATS AIDÉS : UNE ATTAQUE CONTRE LES SERVICES PUBLICS ET LA VIE ASSOCIATIVE

Depuis septembre, les salarié.e.s concerné.e.s se mobilisent. À Paris, un collectif s'est constitué. Parents d'élèves et syndicats multiplient les rassemblements devant les rectorats ou les préfectures. Le 8 novembre, devant le ministère de l'économie, elles et ils manifesteront à nouveau.

Ci-dessous, le communiqué de la CNT éducation.

C'est un plan social sans précédent que le gouvernement Macron impose aux administrations publiques et aux associations. Cette année, 149 000 emplois sont supprimés et cela se poursuivra l'an prochain. 459 000 salarié.e.s sont concernées.

Dans l'Éducation, ce sont les auxiliaires de vie scolaire, les assistants administratifs, les personnels des cantines, des bibliothèques, les agents d'entretien et les animateurs et animatrices des centres de loisirs qui sont visés. Cela représente 217 500 emplois.

Jugés « inefficaces et coûteux »* par le gouvernement – les employeurs bénéficient d'une aide à l'embauche et sont exonérés de certaines cotisations sociales – ces contrats aidés répondent à de réels besoins jusqu'ici déconsidérés par le secteur marchand : aides à la personne et activités socio-culturelles.

Souvent précaires et mal rémunérés, ces emplois sont aussi le moyen d'offrir aux

personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi une réelle alternative au chômage, alliant insertion professionnelle et formation. Pour ces personnes, c'est l'exclusion sans préavis : contrats non renouvelés et retour à Pôle emploi.

Mais alors, pourquoi supprimer ces emplois qui rendent tant de services ? Ils n'ont qu'un tort : ils ne « rapportent » rien !

Et c'est bien l'enjeu de ce plan social : obliger les collectivités locales et les administrations à sous-traiter au privé. Une façon déguisée de poursuivre le démantèlement des services publics au

profit des services marchands, et donc du capital.

La CNT dénonce ce plan social et soutient toutes les initiatives d'actions pour exiger :

- le réemploi de tous les contrats aidés ;
- une formation qualifiante ;
- une revalorisation immédiate de tous les salaires ;
- la transformation de ces « contrats » en emplois statutaires et donc la titularisation de toutes et tous.

*C'est aussi le blog du collectif parisien : <https://couteuxsetinefficaces.wordpress.com/>



La Mauvaise Herbe,
le n°4 est sorti,
Abonnez - vous !

Bulletin d'abonnement
sur le site de la Fédé



PRÉAVIS DE GRÈVE

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacé.e.s d'expulsion pour défaut de papier.

Pour nous contacter
07 82 14 98 31

LES ORDONNANCES MACRON VALENT BIEN UNE GRÈVE GÉNÉRALE !

EN GRÈVE DONC JEUDI 16 NOVEMBRE ET EN MARCHÉ VERS L'ÉLYSÉE SAMEDI 18 NOVEMBRE

Le président des riches ne s'arrêtera pas en chemin : démantèlement du Code du travail, cadeaux fiscaux à ses amis milliardaires, état d'urgence permanent, chasse aux migrants,... Il a même commencé à s'attaquer à la Fonction publique en supprimant des milliers de postes d'emplois aidés, geler les salaires des agents et annoncer pour l'an prochain le rétablissement du « jour de carence ».



Pour le stopper, il faudra bien nous aussi nous arrêter : construire une grève durable ! C'est dans cette optique que des syndicats, le Front social multiplient les journées d'actions depuis la rentrée de septembre. Car il s'agit de débattre maintenant de la reconduction des grèves pour gagner. On ne pourra plus se cantonner à des journées d'actions éparpillées. Dans les AG, un seul point à l'ordre du jour : les modalités d'actions pour stopper Macron !

Les syndicats CGT, CNT, FO, Solidaires, les syndicats étudiants et lycéens UNEF, UNL, FIDL appellent à une journée de mobilisation interprofessionnelle le jeudi 16 novembre contre « une politique libérale visant à accroître les inégalités au profit d'une minorité... » À Paris, la manif partira à 14h de République.

Le Front social qui regroupe plusieurs sections syndicales, syndicats CGT, Solidaires, CNT, appelle également à une marche sur l'Élysée le samedi 18 novembre à Paris (heure et lieu de départ à confirmer)

STAGE ANTI-HIÉRARCHIE À PARIS LES 27 ET 28 NOVEMBRE

Mise en place du livret scolaire unique numérique (LSUN), retour des évaluations nationales, nouvelle évaluation des personnels... Il est temps d'imposer des alternatives au management !

Le LSUN reste d'actualité alors qu'il a fait l'objet de nombreuses oppositions tant éthiques que juridiques. Des évaluations nationales, critiquées, sont à nouveau imposées et sombrent immédiatement dans le ridicule. Alors que le système d'évaluation des personnels basé sur l'inspection-notation était totalement décredibilisé, il est désormais remplacé par des « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) qui n'arrangent rien.

Quelles ripostes ? Comment refuser l'inspection ?
Rendez-vous les 27 et 28 novembre...

